Système Normalisé
Observation Indépendante Externe

Centre pour le Développement Local Alternatif

Réf : 009/RO-SNOIE/CeDLA/062018

OBSERVATION INDEPENDANTE EXTERNE

RAPPORT DE MISSION

D'OBSERVATION DES ALLEGATIONS D'EXPLOITATION FORESTIERE ILLEGALE EFFECTUEE AUX ENVIRONS DE L'UFA 09025 ATTRIBUEE A SCIEB DANS LES VILLAGES BOUANDJO - DOUMESSAMEDJANG

(Arrondissement de Campo, Département de l'Océan, Région du Sud)

Juin 2018

Centre pour le Développement Local Alternatif (CeDLA)

Tel : 00 237 243 81 73 90- 696 21 57 58,

E-mail cedla_dev2008@yahoo.fr

B.P. 43 Niété Cameroun

Le contenu du présent rapport relève de la seule responsabilité de CeDLA, et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'UE, et des partenaires du projet CV4C.

Le présent rapport a été enrichi par les observations des membres du Comité d'évaluation Technique et Etique (CTE) au cours de la 17ème session du 30 juillet 2018 tenue à Yaoundé

Projet : ***« Voix des citoyens pour le changement : Observation forestière dans le Bassin du Congo (Projet CV4C) »***

Référence du projet : ENV / 2016 /380-500

Nature du document : Rapport de mission d'observation des allégations d'exploitation forestière illégale, effectuée aux environs de l'UFA 09025 attribué à SCIEB dans les villages Bouango et Doumessamendjang dans l'Arrondissement de Campo, Département de l'Océan, Région de Sud

Période : Juin 2018

Date de soumission : 16 Août 2018 (DRFOF-Sud)

Auteur : Centre pour le Développement Local Alternatif (CeDLA)

B.P. 43 Niété – Cameroun

E-mail: cedla_dev2008@yahoo.fr

Tel : 00 237 243 81 73 90- 696 21 57 58

Crédit photos : © CeDLA 2018

Sommaire

Sommaire 3

Sigles et abréviations 4

1. Résumé Exécutif 5

1'. Executive summary 7

2. Contexte et justification 10

3. Objectifs de la mission 11

4. Matériel, méthodologie et composition de l'équipe de la mission 13

4.1. Matériel 13

4.2. Méthodologie 13

4.3. Composition de l'équipe de la mission 14

5. Résultats obtenus 14

5.1. Faits observés et imagerie des faits 14

5.2. Synthèse des entretiens 20

5.3. Cartographie des faits 22

5.4. Analyse des faits 23

6. Difficultés rencontrées 25

7. Conclusion et recommandation 25

8. Annexes 26

8.1. Annexe 1 : Titres valides en Mai 2017 26

8.2. Annexe 2 : Listes personnes agrées a la profession 30

8.3. Annexe3 : Tableau récapitulatif des coordonnées GPS 33

8.4. Annexe 4 : Tableau récapitulatif des données de cubage 34

Sigles et abréviations

APV	: Accord de Partenariat Volontaire
CeDLA	: Centre pour le Développement Local Alternatif
CPCFC	: Chef de Poste de Contrôle Forestier et de Chasse
DRFoF	: Délégué Régional des Forêts et de la Faune
FC	: Forêt Communautaire
FDN	: Forêt du Domaine National
FGD	: Focus Group Discussions
FODER	: Forêts et Développement Rural
GPS	: Global Positioning System
MINFOF	: Ministère/Ministre des Forêts et de la Faune
NM	: Non Marquée
OIE	: Observation Indépendante Externe
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PV	: Procès-Verbal
RFA	: Redevance Forestière Annuelle
SNOIE	: Système Normalisé d'Observation Indépendante Externe
UFA	: Unité Forestière d'Aménagement
UTM	: Universal Transverse Mercator

1. Résumé Exécutif

Une dénonciation téléphonique provenant d'un membre de la communauté de Bouandjo a été reçue par CeDLA, une organisation de la société civile membre du SNOIE, en date du 13 mai 2018. Cette dénonciation faisant état d'une exploitation présumée illégale de bois en cours dans les forêts du domaine national (FDN) des villages Bouandjo et Doum Essamendjang, arrondissement de Campo, par des individus qui profiteraient de l'intense activité forestière qui se déroule dans cette localité. Suite à cette dénonciation, l'équipe de CeDLA a effectué 18 au 22 juin 2018, une mission de terrain afin d'observer et de documenter lesdites allégations.

En prélude à cette descente de terrain, des informations supplémentaires (identité de l'exploitant, essences prisées) ont été recueillies auprès du dénonciateur pour évaluer la pertinence de l'action à mener.

Au terme de cette mission, l'équipe a observé les faits suivants dans la forêt du domaine national (FDN) des villages Doum Essamendjang et Bouandjo (Arrondissement de Campo) et qui se prolongent dans l'UFA 09025 transférée :

- Une bille Azobé non marquée cubant **6,03 m^3** ;
- Une bille Ovengkol non marquée cubant **0,87 m^3** ;
- Un parc contenant 06 billes non marquée dont (04 Ovengkol, 01 Padou et 01 Tali) cubant **47,15 m^3** ;
- Une souche Ovengkol non marquée ;
- Un parc contenant 16 billes marquées à la peinture bleue portant chacune un prénom comme celui de **Calvin** qui a été identifier dont (11 Ovengkol, 04 Tali et 01 Azobé) cubant **114,9 m^3** ;
- Une bille de Tali non marquée cubant **2,54m^3** ;
- Un Parc contenant 06 billes de Tali non marquée cubant **22,56 m^3** ;
- Un parc contenant 01 bille Azobe non marquée cubant **1,98 m^3** ;
- Un engin en pane dans un parc ;
- Un parc contenant 03 coursons dont (02 de Tali et 01 de Pachy) ;
- Un parc contenant 01 bille de Tali non marquée cubant **2,51 m^3** + 03 coursons de Tali sur une piste de débardage ;
- Une bille de Tali non marquée et non débardé cubant **2,48 m^3** ;
- Une bille de Tali non marquée cubant **9,82m^3** ;
- Une culée de Tali non marquée ;

- Un parc contenant 05 coursons Ovengkol non marquée ;
- Une culée Ovengkol non marquée ;
- Une bille non marquée avec abattage sous diamètre et non débardé cubant **1,27 m^3**.

Les informations recueillies lors des entretiens, la revue de la documentation en annexe (1,2 et 3), les coordonnées métriques UTM ont été projetées et l'analyse de la carte des faits observés ont permis à l'équipe de présumer la responsabilité d'un certain MBOLONG, en complicité avec la communauté sous la conduite de son chef de village, dans les actes perpétrés dans la FDN et qui se prolongent dans l'UFA 09025 transférée. Ces faits sont consécutifs :

- D'exploitation forestière non autorisée dans une FDN en violation de l'article 53(1)[1] de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts de la faune et la pêche et réprimée par l'article 156(4)[2] de la même loi;

- D'exploitation forestière non autorisée dans une forêt domaniale en violation d'une part de l'article 44(1)[3] de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts de la faune et de la pêche et réprimée par l'article 158(1)[4] de la même loi ; et d'autre part de l'article 128(6)[5] de la loi 81/013 du 27 novembre 1981 portant regime des forêts de la faune et de la pêche.

---

[1] L'article 53(1) de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts de la faune et de la pêche, qui énonce que : - *«L'exploitation des forêts du domaine national s'effectue par vente de coupe, par permis ou par autorisation personnelle de coupe».*

[2]L'article 156(4) qui stipule que *« Est puni d'une amende de 200.000 à 1.000.000 francs C.F.A et d'un emprisonnement d'un (1) mois à six (6) mois ou de l'une seulement de ces peines l'auteur de l'une des infractions suivantes : - l'exploitation par vente de coupe dans une forêt du domaine national au-delà des limites de l'assiette de coupe délimitée et/ou de la période accordée, en violation des articles 45 ci-dessus sans préjudice des dommages et intérêt sur les bois exploités tels que prévus par l'article 159 ci-dessous »;*

[3] L'article 44(1) de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts de la faune et de la pêche, qui énonce que : - *«l'exploitation d'une forêt domaniale de production se fait, soit par vente de coupe, soit par convention d'exploitation. Toute fois l'exploitation en régie (…), conformément au plan d'aménagement de la dite forêt. »*

[4] l'article 158(1) qui stipule que *« Est puni d'une amende de 3 000 000 à 10 000 000 francs CFA et d'un emprisonnement de un (1) an à trois (3) ans ou de l'une seulement de ces peines l'auteur de l'une des infractions suivantes (…) l'exploitation forestière non autorisée dans une foret domaniale ou communale, en violation des articles 45(1) et 46 (2) ci-dessus, sans préjudice des dommages et intérêts sur les bois exploités, tels que prévus par l'article 159 ci-dessous (…) »*

[5] l'article 128(6) de la loi _81/013 du 27 novembre 1981 qui dispose que : « *Est puni d'une amende de 500.000 FCFA à 2.000.000 FCFA et d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui procède à une exploitation frauduleuse* ».

CeDLA recommande au Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) d'instruire une mission de vérification en vue de contrôler les opérations d'exploitation forestière présumées illégales menées au voisinage de l'UFA 09025 d'une part et le long de la route Kribi- Campo d'autre part.

Au cas échéant, la mission recommande à la coordination du SNOIE de transmettre ce rapport en état au Procureur de la République pour que le droit soit dit.

1'. Executive summary

CeDLA, SNOIE member organization, received on the 13th of May 2018 a phone call from a member of Bouandjo's community for a denunciation. This denunciation was on alleged illegal logging taking place in the National Forest Estate (NFE) within Bouandjo and Doum Essamendjang villages, Campo Subdivision, by individuals taking advantage of the intense forest activity occurring in this locality. Following this denunciation, CeDLA's team carried out a field mission from June 18 to 22, 2018 in order to observe and document these allegations.

Before carrying on with the investigations, additional informations (the operator's identity, prized species) were collected from the denunciator to assess the relevance of measures to take.

At the end of this mission, the team observed the following facts from the National Forest Estate (NFE) of Doum Essamendjang and Bouandjo villages (Campo Subdivision) to the UFA[6] 09025 transferred:

- One (01) unmarked log of Azobe with a volume of **6,03 m^3**;
- One (01) unmarked log of Ovengkol with a volume of **0,87 m^3**;
- A yard containing six (06) unmarked log that is (04 of Ovengkol, 01 of Padouk and 01 of Tali) with a volume of **47,15 m^3**;
- One (01) unmarked stumps stump of Ovengkol;

[6] UFA is *Unité Forestière d'Aménagement* and in English Forest Management Unit

- A yard containing 16 logs marked with blue painting, each with the surname **Calvin,** were identified that is (11 of Ovengkol, 04 of Tali and 01 of Azobé) with a volume of **114,9 m^3 ;**
- One (01) unmarked log ofTali with a volume of **2,54m^3** ;
- A yard containing 06 logs of Tali with a volume of **22,56 m^3** ;
- A yard containing one (01) unmarked log of Azobe with a volume of **1,98 m^3** ;
- A machine broken down inside the yard ;
- A yard containing 03 *coursons* that is (02 of Tali and 01 of Pachy);
- A yard containing one (01) unmarked log of Tali with a volume of **2,51 m^3** + 03 *coursons* of Tali on a skid trail;
- One (01) unmarked log of Tali and not skidded with a volume of **2,48 m^3 ;**
- One (01) unmarked log of Tali with a volume of **9,82 m^3 ;**
- One (01) unmarked abutment of Tali;
- A yard containing 05 *coursons* of unmarked Ovengkol;
- An abutment of unmarked Ovengkol;
- A felling bellow-diameter log and not skidded with a volume of **1, 27 m^3**.

Information collected during interviews, documentary review in annex (1, 2 and 3), UTM metric coordinates were projected; and the analysis of the map of facts observed enabled the team to presume the responsibility of someone called MBOLONG, in complicity with the community led by the village chief, for acts perpetrated from the NFE to UFA 09025 transferred. These facts are as follow:

- Unauthorized forest logging in a NFE in violation of section 53(1)[7] of Law 94/01 of January 20, 1994 laying down forestry, wildlife and fisheries and repressed by section 156(4)[8] of the same Law;

- Unauthorized forest logging in a forest estate in violation on one hand of section 44(1)[9] of Law 94/01 of January 20, 1994 laying down forestry, wildlife and fisheries

[7]Section 53 (1) of the Law 94/01 of January 20, 1994 laying down foresrty, wildlife and fisheries stipulates that : -"*National forest estate shall be exploited by the logging sale, by permit or individual felling authorization"*

[8]Section 156(4) states that : «*A fine of from 200,000 to 1,000,000 CFA francs or imprisonment for from 1 to 6 months or both such fine and imprisonment shall be imposed on whoever commits any of the fo11owing offences:- exploitation by logging sale in a national forest estate beyond the authorized felling plan and/or the period granted, in contravention of Section 45 above, without prejudice to damages for timber exploited, as provided for in section 159 below »*;

[9] Section 44(1) of the Law 94/01 of January 20, 1994 laying down forestry, wildlife and fisheries which states that: "*The exploitation of a State forest shall be done either through the sale of standing volume or through an exploitation*

and repressed by section 158(1)[10] of the same Law ; on other hand section 128(6)[11] of the Law 81/013 of November 27, 1981 laying down forestry, wildlife and fisheries

CeDLA recommends the Ministry of Forestry and Wildlife (MINFOF)... a mission of verification in order to control operations of alleged illegal logging carried out in the neighbourhood of UFA[12] 09025 on one hand and along the Kribi-Campo road on the other hand.

If any, the mission recommends the SNOIE coordination to transmit this report to the Prosecutor of the Republic so that Law should prevail.

contract. However, the forest may be exploited by the administration (...) in accordance with the management plan of the said forest"

[10] Section 158(1) states that *"A fine of from 3,000,000 to 10,000,000 CFA francs or imprisonment for from one to three years or both such fine and imprisonment shall be imposed on whoever commits any of the following offences (...) unauthorized forest exploitation in a State or Council forest, in contravention of Sections 45(1) and 46(2) above, without prejudice to damages for timber exploited, as stipulated in Section 159 below (..)"*

[11]Section 128(6) states of the Law_ 81/013 of November 27, 1981 stipulates that « a fine of from *500.000 FCFA to 2.000.000 FCFA or imprisonment for from 3 months to 2 years or both such fine and imprisonment, one proceeding to a fraudulent exploitation*

[12]UFA in French is *Unité Forestière d'Aménagement*, and Forest Management Unit (FMU) in English

2. Contexte et justification

Le CeDLA a reçu en date du 13 mai 2018 une dénonciation par téléphone d'un cas présumé d'exploitation illégale de bois sur l'axe Kribi-Campo, au lieu-dit Bouandjo et Doum Essamendjang à six (06) kilomètres environ du village Ebodjé par des individus non identifiés. Selon les données tirées de l'Atlas forestier interactif 2017 projetées sur fond de carte par le logiciel QGIS, l'arrondissement de Campo compte une multitude de titres : dont une (01) UFA 09025 ; douze (12) ventes de coupes dont les VC 0903350 ; 0903302 ; 0903304 et 0903307 (une partie de ces 2 dernières VC couvre l'arrondissement de Nyété) ; 0903322, 0903309 et 0903306 (une partie de ces 3 VC couvre l'arrondissement de kribi 1er) ; 0904403 ; 0903324 ; 0903321 ; 0904407 ; 0904402 (une partie de cette dernière VC couvre l'arrondissement de Ma'an) ; Une (01) forêt communautaire FC 0903039 attribuée au GIC AKAK OYILI. Notre informateur a eu à dénombrer en forêt cinq (05) souches de Tali et quinze (15) souches d'Azobé non marquées et dix huit (18) billes de bois stockées dans un parc prêtes pour l'embarquement. Par ailleurs, les billes de bois qui y sortent sont marquées le long de la route avant d'atteindre le Port Autonome de Kribi (PAK) et bien d'autres destinations. C'est pour observer les activités d'exploitation forestière présumées illégales dans la zone (voir Figure 1), qu'une mission d'OIE a été effectuée par l'équipe de CeDLA du 18 au 22/06/2018 dans le cadre du projet : ***« Voix des citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo »*** (Projet CV4C).

3. Objectifs de la mission

— Documenter toutes les démarches entreprises par les membres de la communauté au sujet de cette exploitation ;

— Vérifier et documenter les faits observés et prendre des images ;

— Réaliser des entretiens avec les membres de la communauté des villages Doum et Bouandjo ainsi que tout autre acteur favorable à la mission, notamment le Chef chantier, Le Chef de Poste de Contrôle Forestier et Chasse (CPCFC) de la zone et les ouvriers etc… ;

— Elaborer une carte illustrant tous les faits observés par la mission ;

— Procéder à l'analyse des faits observés pendant la mission.

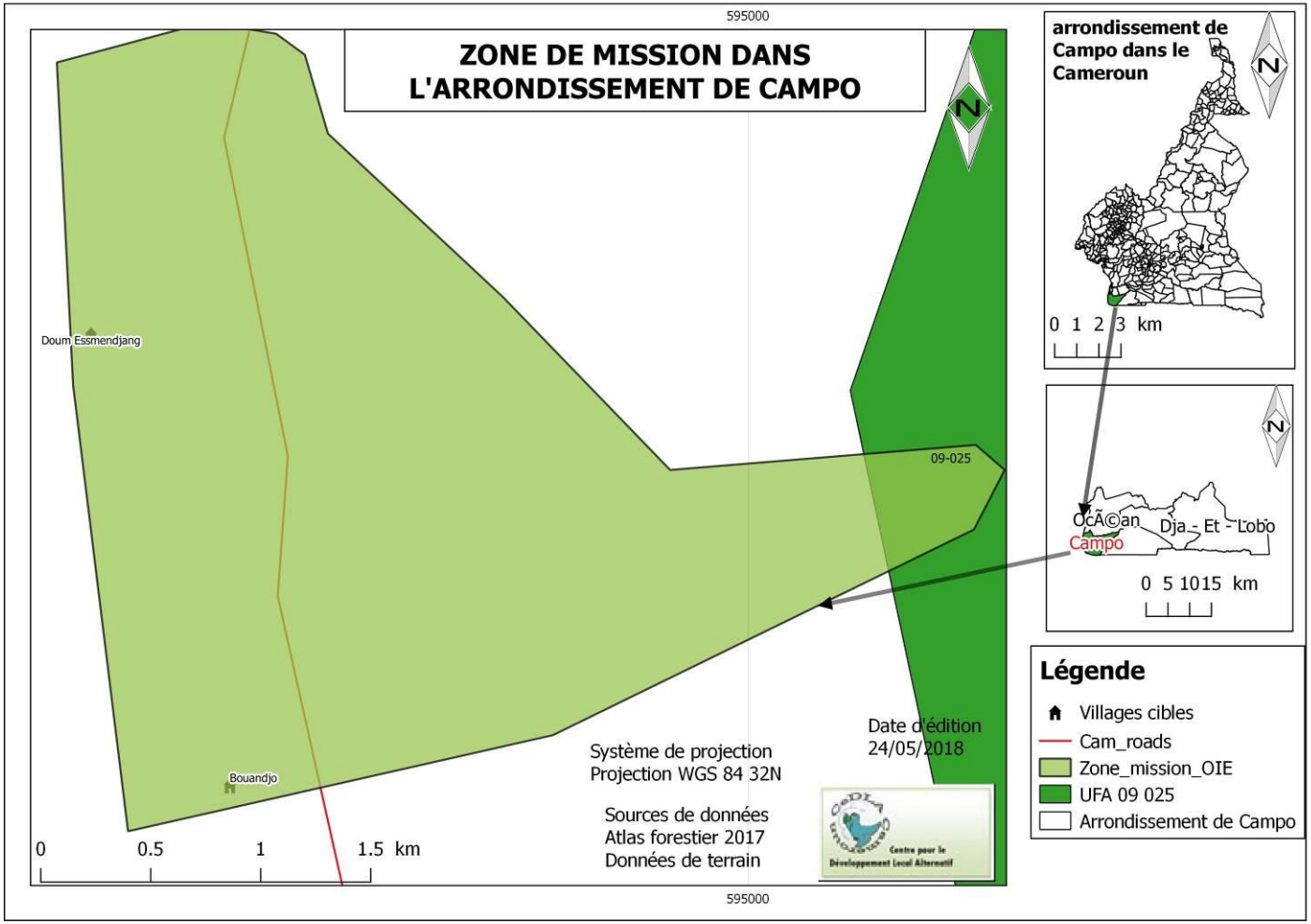

Figure 1 : Carte de localisation de la zone de mission

4. Matériel, méthodologie et composition de l'équipe de la mission

4.1. Matériel

Le matériel utilisé pour cette mission est récapitulé ainsi qu'il suit :

- Un appareil photo de marque Sony ;
- Un GPS de marque Garmin etrex 64, 2 paquets de piles de marque Duracel ;
- Un décamètre ;
- 02 paires de bottes, 02 casques et 02 manteaux ;
- Deux motos tout terrain de marque MBOOMA et LIFANG ;
- 02 blocs-notes, 02 stylos, 01 fiche d'observation et des exemplaires de Procès-verbaux (PV) d'entretien non renseigné ;
- Une carte de localisation des titres d'exploitation forestière dans la zone ;
- La liste des titres valides au 20 mars 2017 rendue publique par le MINFOF ;
- La liste des entreprises agréées à la profession forestière 2016 ;
- Le Guide du contrôleur forestier

4.2. Méthodologie

La méthode utilisée durant cette mission consistait en :

a) La recherche/consultation documentaire (lois et règlements régissant l'activité forestière, cartes forestières, la liste des titres valides publiée par le MINFOF le 20 Mars 2017, le Guide du contrôleur forestier, l'Atlas forestier interactif 2017) ;

b) Les entretiens individuels et/ou en Focus group discussion (FGD) avec les responsables locaux de l'administration forestière, les chefs traditionnels et toute autre personne susceptible de fournir des informations sur les activités en cours dans la localité;

c) L'observation des faits, la prise des photos et de coordonnées GPS des points correspondants, l'identification des essences, des marques retrouvées dans les sites, etc.

d) Les coordonnées métriques UTM des faits observés ont été projetées sur fonds topographiques à l'aide du logiciel de cartographie (QGIS 2.14) pour localiser les titres concernés par les pratiques présumées illégales. Le volume de bois débités a été estimé en faisant le produit des mensurations prises (voir Annexe 3).

4.3. Composition de l'équipe de la mission

Cette mission a été effectuée par une équipe composée de :

1) Un Ingénieur Forestier, chef de mission,
2) Un Juriste, membre,
3) Un guide.

5. Résultats obtenus

5.1. Faits observés et imagerie des faits

Faits observés dans les FDN aux voisinages des villages Doum essamedjang et Bouandjo

- **Souches**

Photo1 a. Souche de Tali NM, coordonnées GPS 32N X : 593846 Y : 277686

Photo1 b. Souche d'Ovengkol NM, coordonnées GPS 32N X : 592649 Y : 278756

- **Billes**

Photo2 a : Bille d'Azobé NM, coordonnées GPS 32N X : 592933 Y : 277791

Photo2 c bille de Tali NM
Coordonnées GPS 32N X : 593309 Y : 278028

- **Coursons**

Photo3 a Coursons d'Ovengkol NM
coordonnées GPS 32N X : 593328 Y : 278018

- **Parcs**

Photo4 a parc contenant 06 billes NM dont (04 OVENGKOL, 01 Padou
et 01 Tali) Coordonnées GPS 32N X : 0593309 Y : 0278028

Photo4 b : Parc contenant 16 billes marqué à la peinture bleu portant le nom du propriétaire de l'arbre (CALVIN) dont (11 OVENGKOL, 04 Tali et 01 Azobe)
Coordonnées GPS 32N X : 593824 Y : 277709

Photo4 c : Parc contenant 01 bille Azobe NM
Coordonnées GPS 32N X : 594055 Y : 276821

Photo4 d : Parc contenant 06 billes de Tali NM
Coordonnées GPS 32N X : 592363 Y : 278416

Photo4 e : Parc contenant 03 coursons NM dont (02 de Tali et 01 de Pachi) coordonnées GPS 32N X : 592277 Y : 279271

Photo4 f parc contenant 01 bille de Tali NM + 03 coursons de Tali sur une piste de débardage
GPS 32N X : 592615 Y : 279324

Photo4 g parc contenant 05 coursons Ovengkol NM
GPS 32N X : 592726 Y : 278864

- ***Autres faits observés dans la FDN à Doum Essamendjang (entré du chantier)***

Photo5 a Engin en pane dans un parc
Coordonnées GPS 32N X : 592031 Y : 279363

5.2. Synthèse des entretiens

Avec la communauté du village Doum Essamendjang

Il résulte de cet entretien que :

- le village est riverain à l'UFA 09025 dont l'activité d'exploitation est en arrêt depuis bientôt deux ans avec la fermeture de la scierie, ce qui a favorisé l'installation des exploitants illégaux du bois dans la zone et dès lors le village a reçu trois exploitants forestiers,
- les négociations avec les différents exploitants se font avec les partenaires, ainsi l'arbre est vendu sur pied directement et les prix varient selon les essences à raison de 5000 FCFA à 10000FCFA / arbre, ou par mètre cube de bois à raison de 2000FCFA/m3,
- une partie de la communauté, par le canal de l'autorité traditionnelle du village reçoit de l'exploitant de la nourriture (poisson et riz) et de boisson,
- pour le dernier exploitant en liste, les négociations sont fait au niveau de la chefferie avec un cahier de charge verbale pour toute la communauté fixant le mètre cube de

bois sorti à 2000FCFA avec un contre cubage effectué par une équipe composé de deux jeunes volontaires ayant une expérience dans le domaine,

- la communauté est convaincue que cette activité est illégale et que plusieurs personnes sont impliquées voir même l'administration ;
- Les exploitants forestiers qui arrivent dans le village prétendent être les sous traitants de la société ESA qui exploite la VC N°0903350 à Ebodjé et leur permet ainsi de blanchir le bois d'où la provenance de leur lettre de voiture.

Avec les ouvriers du dit chantier

Il résulte de cet entretien que :

- le chantier est arrêté pour des raisons de service,
- les partenaires du dernier exploitant se sont retirés pour une cause qu'ils ignorent d'où la raison de stock de bois trouvé sur parc,
- le bull de la photo e1 est en panne et un mécanicien est dessus,
- un important stock de bois débardé et non débardé est en forêt et sera évacué dès le retour du chef chantier,
- les autres ouvriers (abatteurs, cubeurs etc….) sont en chômage en ce moment, mais la zone étant très prisée, beaucoup exécutent des tâches dans d'autres chantiers d'exploitation aux environs en attendant la reprise.

5.3. Cartographie des faits

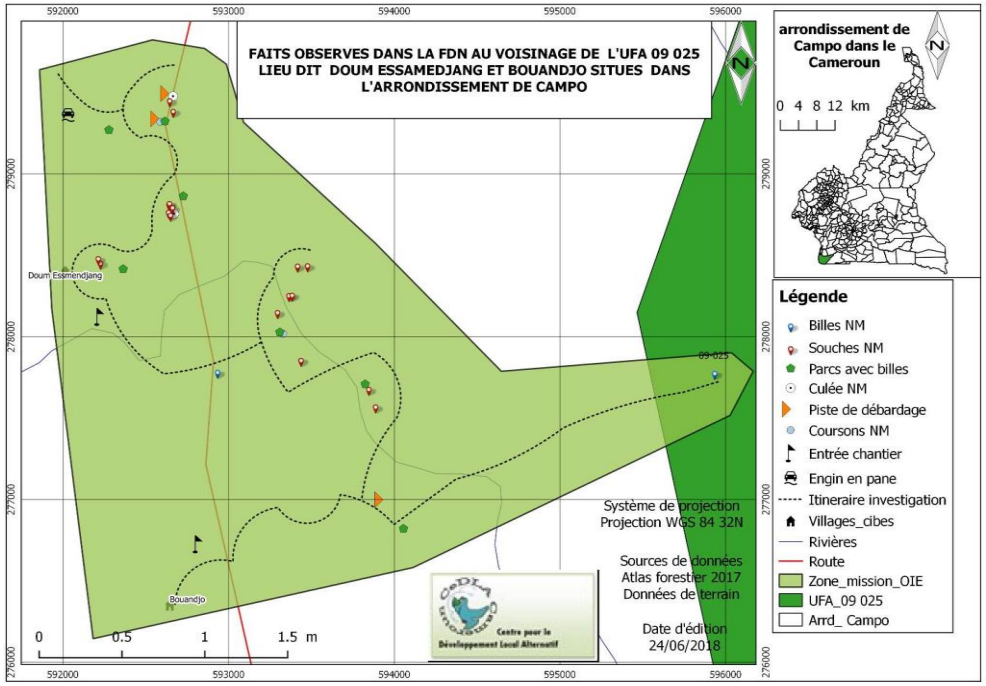

Figure 2 : Cartographie des faits

5.4. Analyse des faits

Trois axes pour soutenir notre analyse, à savoir, le non-respect de la légalité forestière avec défaut d'agrément à l'exploitation forestière et les actes de complicité relevés dans la mise en œuvre de ces illégalités.

- **Exploitation non autorisée dans une forêt du domaine national**

L'exploitation forestière au Cameroun est encadrée par des dispositions légales dont la violation entraîne des sanctions pénales et/ou pécuniaires. Les dispositions des articles 41(1)[13] et 53(1)[14] de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts de la faune et de la pêche définissent les conditions pour exercer la profession d'exploitant forestier. Elle définit les exigences liées à l'ouverture des zones de forêt destinées à l'exploitation. Elle met un accent sur la localisation, les limites, la superficie, le potentiel exploitable et les œuvres sociales envisagées.

L'analyse des textes nous amène à comprendre qu'il s'agit d'une exploitation non autorisée réprimée par l'Article 156 (4)[15] de la loi 94/01 du 20 janvier 1994, en d'autres termes il faut d'abord être agrée à la profession comme personne physique ou morale, avoir des compétences reconnues donnant droit à l'exercice de la profession d'exploitant. Le bénéficiaire doit obtenir un titre par appel d'offre ou par vente de gré à gré avec l'administration forestière dans une localité précise, afin d'exercer son activité dans un espace précis et délimité contenant un potentiel exploitable prédéfinie.

Par ailleurs, l'observation sur le terrain nous a permis de noter un manque de professionnalisme en ce qui concerne le respect des normes techniques d'exploitation (mauvaise technique d'abattage, coupe sous diamètre, absence des marques sur les souches et

---

[13] L'article 41(1) *: Toute personne physique ou morale désirant exercer une activité forestière doit être agréée suivant des modalités fixées par décret.*

[14] L'article 53(1) : *L'exploitation des forêts du domaine national s'effectue par vente de coupe, par permis ou par autorisation personnelle de coupe.*

[15] *Article 15(3).- est puni d'une amende de 200 000 à 1 000 000 francs CFA et d'un emprisonnement d'un (1) mois à six (6) mois ou de l'une seulement de ces peines, l'auteur de l'une des infractions suivantes* : *«L'exploitation forestière non autorisée dans une forêt du domaine national ou communautaire, en violation des Articles 52, 53 et 54, sans préjudice des dommages et intérêt sur les bois exploités, tels que prévus par l'Article 159 ci-dessous ; »*

billes etc…) par l'exploitant voir (photo4 a,b,c et d) ; ce qui laisse présager que l'opérateur ne voudrait absolument pas se faire connaitre car étant en situation irrégulière appelée dans la localité « WARRAP », une technique qui consiste à opérer de jour comme de nuit tout en allant marquer le bois ailleurs et obtenir après les documents sécurisés . Ces faits sont réprimés par les dispositions des articles 65[16] de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 et 128 de la loi 81/013 du 27 novembre 1981.

L'équipe a pu observer plusieurs souches non marquées, (voir photo1 a et b), des parcs à bois aménagés, des billes de bois non marquées (voir photo2 a, b et c), des voies d'évacuations ouvertes dans les zones agro forestières et qui franchissent la limite de l'UFA 09025 (voir cartes des fait) où un arbre abattu a été repéré par nos soins au passage. Il s'agit là d'un cas d'exploitation non autorisée dans une forêt domaniale plus précisément dans l'UFA 09025 réprimée par les dispositions des articles 158(1)[17] et 65 de la loi 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts de la faune et de la pêche et de l'article 128 de la loi de 81/013 du 27 novembre 1981.

- Complicité d'exploitation non autorisée dans une forêt du domaine national.

Celui qui commet l'infraction n'est pas le seul à risquer la condamnation. Ceux qui l'ont aidé, ou provoqué son comportement sont en effet sanctionnés par le droit pénal à travers la notion de complicité. Dans le cas d'espèce, les billes de bois retrouvés dans le parc (voir photo 4b), portant les noms de certains membres de la communauté et les informations recueillies sur le terrain faisant état des accords passés entre la communauté et le dernier exploitant, dénotent à suffisance qu'il s'agiraient d'un acte de complicité. Cet acte est réprimé par les dispositions des articles 97 (1) (a) (b)[18] et 98 (1)[19] de la loi N^0 2016/007 du 12 juillet 2016 portant code pénal.

---

[16] Article 65. - *Toute infraction aux dispositions de la présente loi ou des textes réglementaires pris pour son application, et notamment la violation des prescriptions d'un plan d'aménagement d'une forêt permanente ou communautaire, ou la violation des obligations en matière d'installations industrielles, ou des réalisations des clauses des cahiers de charges entraîne soit la suspension, soit en cas de récidive, le retrait du titre d'exploitation ou le cas échéant, de l'agrément dans des conditions fixées par décret.*

[17] l'article 158(1) qui stipule que *« Est puni d'une amende de 3 000 000 à 10 000 000 francs CFA et d'un emprisonnement de un (1) an à trois (3) ans ou de l'une seulement de ces peines l'auteur de l'une des infractions suivantes (…) l'exploitation forestière non autorisée dans une foret domaniale ou communale, en violation des articles 45(1) et 46 (2) ci-dessus, sans préjudice des dommages et intérêts sur les bois exploités, tels que prévus par l'article 159 ci-dessous (…) »*

[18] *Article 97 : « est complice d'une infraction qualifiée crime ou délit :*

6. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées durant cette mission sont :

- L'implication de plus de la moitié des membres de la communauté de Doum Essamendjang et Bouandjo dans l'exploitation forestière encours dans la zone a rendu difficile le choix /désignation d'un guide pour accéder au lieu des opérations.
- L'équipe de mission n'a pas pu mener des investigations dans le village Ebodjé du fait de l'indisponibilité du guide à pouvoir conduire l'équipe au lieu des opérations.

7. Conclusion et recommandation

Au terme de cette mission d'observation, il ressort que les cas d'activités d'exploitation forestière présumées illégales dans les forêts du domaine national aux voisinages de l'UFA 09025 dans la localité de Doum Essamendjang et Bouandjo sont avérés. Cette exploitation illégale continue dans la même zone et d'importants stocks de bois s'y trouvent en forêt et sont prêts pour évacuation. Par ailleurs, cette activité est entrain de s'étendre dans l'UFA 09025 et dont les activités sont arrêtées en ce moment. Cette activité à la fin, a des conséquences significatives dans l'atteinte des objectifs d'une gestion durable des ressources forestières et l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

CeDLA recommande au Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) d'instruire une mission de vérification en vue de contrôler les opérations d'exploitation forestière présumées illégales menées au voisinage de l'UFA 09025 d'une part et le long de la route Kribi- Campo d'autre part.

Au cas échéant, la mission recommande à la coordination du SNOIE de transmettre ce rapport en état au Procureur de la République pour que le droit soit dit.

(a) *Celui qui provoque, de quelques manières que ce soit, la commission de l'infraction ou donne des instructions pour la commettre ;*

(b) *Celui qui aide ou facilite la préparation ou la condamnation de l'infraction. »*

[19] *Article 98 : « les coauteurs et complices sont passibles de la même peine que l'auteur principal, sauf dans le ca ou la loi en dispose autrement. »*

8. Annexes

8.1. Annexe 1 : Titres valides en Mai 2017

Ministère des Forêts et de la Faune - Direction des Forêts

N° 1087 /TEA/MINFOF/SG/DF/SDAFF/SEGIF

29 MAI 2017

Titres d'Exploitation Attribués aux Exploitants Forestiers: situation du 22 Mai 2017

Titre d'exploitation	N°	N° Titre	N° UFA	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
Forêts communales									
Forêts communales attribuées avant le 16 décembre 2011									
	1	388	FC DIMAKO	CRD	13/06/2001	Dimako	16 240		
	2	1475	FC MOLOUNDOU	CRM	11/05/2005	Moloundou	42 612		
	3	1476	FC GARIGOMBO	CRGG	04/10/2006	Garigombo	34 199		
	4	1478	FC YOKADOUMA	CRY	11/05/2005	Yokadouma	22 206		
	5	1479	FC DJOUM		19/06/2002	DJOUM	15 270		
	6	1480	FC MESSONDO	CRME	04/10/2006	MESSONDO	16 864		
	7	1481	FC DZENG	C DZENG	17/09/2010	DZENG	21 212		
	8	1482	FC NANGA-EBOKO	CNE	16/11/2009	Nanga Eboko	20 000		
	9	1483	FC MINTA	C MINTA	17/09/2010	MINTA	41 087		
	10	1484	FC MINDDOUROU MESSAMENA	C MESSAMENA	31/12/2010	MINDDOUROUMESSAMENA	36 706		
	11	1485	FC AKOM2 ET EFOULAN	FC AKOM2 ET EFOULAN	17/09/2010	AKOM2 / EFOULAN	17 226		
	12	1486	Commune de Ndikinimeki	CN	29/06/2011	Ndikinimeki	20 000		
Forêts communales attribuées après le 16 décembre 2011									
	13	1487	Commune d'Ambam	CA	18/02/2015	Ambam	45 895		
	14	1488	Commune de Belabo et Diang	CBD	03/06/2014	Belabo / Diang	69 500		
	15	1489	1489	FC DOUME	23/09/2014	Doumé	45 359		
	16	1490	1490	DOUMAINTANG	12/11/2014	Doumai,tang	34 718		
	17	1491	Commune de Mvangan	FC MVANGAN	07/11/2012	Mvangane	33 721		
	18	1492	Commune de Lomié	FC LOMIE	08/06/2010	Lomié	39 507		
	19	1493	Commune d'Oveng	C OVENG	31/01/2014	Oveng	14 671		
	20	1494	commune de Bipindi et akom 2	FC Bipindi et Akom 2	29/01/2016	Bipindi/ akom 2	23 204		
	21	1495	commune de Bipindi - Lolodorf	FC Bipindi - Lolodorf	29/01/2016	Bipindi/Lolodorf	47 547		
	21	1496	Commune de Ngambé-Ndom-Nyanon	Commune de Ngambé-Ndom-Nyanon	13/08/2013	Ngambé/Nyanon/Ndom	20 395		
	22	1497	1497	Commune de Mengong Biwong bulu	28/07/2015	Mengong/Biwong bulu	15 000		
	23	1498	1498	Commune de Mvengue	29/01/2016	Mvengue	36 726		

Page 1

	24	1499	1499	Commune de Mintom	31/07/2014	Mintom	41 455		
	25	1500	1500	Commune de Bengbis	17/04/2015	Bengbis	27 798		
	26	1501	1501	Commune de Meyomessi Meyomessala	2016	Meyomessi/meyomessala	742		
	27	1502	1502	commune Akom2 Ebolowa1 et 2	2016	AKOM2 / Ebolowa1 & 2	1 099		
						TOTAL FORETS COMMUNALES	**800 958**		

Titres attribués avant le 16 décembre 2011

Titre d'exploitation	N°	N° Titre	N° UFA	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations
Convention d'exploitation définitive	1	1 001	09.006	SFF	15/04/1998	Djoum/Mintom	59 238	2 000	
	2	1002	08.006	SFB (BOURAKA) SARL	27/03/1998	Yoko	51 450	1 500	
	3	1003	10.018	STBK	27/03/1998	Yokadouma	81 397	1 500	
	4	1004	10.015	CIBC	15/02/2001	Moloundou	130 273	1 500	
	5	1005	09.023	CUF	09/06/2009	Ma'an	56 192	1 500	
	6	1007	10.023	SFCS	27/03/1998	Yokadouma	57 996	1 500	
	7	1010	10.007	SEBC	27/03/1998	Yokadouma / Salapoumbé	122 294	2 000	
	8	1011	09.025	SCIEB	27/03/1998	Campo	88 147,84	1 500	
	9	1012	10.054	SFID	27/03/1998	Lomié / Mbang	67 942	1 500	
Convention d'exploitation définitive	10	1013	10.011	SAB	27/03/1998	Salapoumbé	48 554	2 000	
	11	1014	10.029	SFDB	27/03/1998	Messok	46 922	1 575	
	12	1015	10.051	GRUMCAM	27/03/1998	Ndélélé	86 096	1 800	
	13	1016	10.012	SEFAC	24/07/1998	Salapoumbé	59 340	1 500	
	14	1017	08.004	KHOURY J.	27/03/1998	Ngambé Tikar	88 050	1 500	
	15	1018	10.021	GREEN VALLEY	27/03/1998	Yokadouma	66 183	2 500	
	16	1019	10.041	SODETRANCAM	20/12/2010	Lomié	64 961	1 400	Concessions regroupées
	17	1055	10.042	SODETRANCAM	05/10/2001	Lomié / Mindourou	44 249	4 000	
	18	1056	10.044	SODETRANCAM	20/12/2010	Mindourou	66 861	4 770	
	19	1021	10.061	PLACAM	12/10/2001	Belabo / Bertoua	28 387	3 100	
	20	1022	10.009	SEBAC	14/03/2000	Yokadouma / Salapoumbé	92 287	1 500	
	21	1025	10.001	CFC	13/08/1996	Yokadouma	69 018	1 500	
			10.002				22 784	1 500	
			10.003				48 830	1 500	
			10.004				52 473	1 500	
	22	1026	08.001	SABM	14/03/1996	Nanga Eboko	48 062	1 500	
			08.002			Yoko	59 910	1 500	

Page 2

	81	1083	10.047b	PALLISCO	02/01/2013	Haut-Nyong	47 241	3 850	
	82	1091	07.003	ENJC	17/12/2012	Nkam/Moungo	38 195	1 375	
	83	1092	11.006	SEFECCAM	06/12/2012	Manyu	30 880	6 100	
	84	1094	11.008	SEPFCO	03/01/2013	Ndian/Meme	16 781	1 400	
Convention d'exploitation définitive	85	1097	10.027	SFEES	04/02/2013	Haut Nyong	31 803	4 100	
	86	1098	10.028	Multi-Services plus	15/02/2013	Haut Nyong	77 692	4 300	
	87	1099	10.032	SCIFO	29/07/2014	Haut Nyong	74 464	2 650	
	88	1100	10.033	GRACOVIR	03/01/2013	Haut Nyong	52 021	3 050	
	89	1102	10.035	IBC	13/02/2013	Haut Nyong	77 551	5 333	
	90	1103	10.036	SIM	04/02/2013	Haut Nyong	57 018	4 100	
	91	1104	10.066	BOTAC	08/07/2013	Moloundou	49 750	1 500	
	92	1105	10.067	BOTAC	08/07/2013	Ngoyla	51 342	1 500	
		TOTAL UFA	107			TOTAL CONVENTIONS D'EXPLOITATION	6 216 372		

Titre d'exploitation	N°	N° VC	Attributaire	Année d'attribution	Localisation	Superficie (ha)	Prix d'attribution	Observations	
	1	07 02 75	OYE COMPAGNIE	20/09/2016	Nkondjock Nord-Makombé	2 113	47 900		
	2	07 02 83	KIEFFER ET CIE	30/03/2016	Yabassi	2 500	80 000		
	3	07 03 76	ELOUNGOUTOUA	23/02/2015	Ngwei	2 251	26 500		
	4	07 02 100	COFA	01/02/2017	nkondjock	935	2 550		
	5	07 02 101	COFA	01/02/2017	nkondjock	1 015	2 550		
	6	07 02 102	COFA	01/02/2017	nkondjock	1 078	2 525		
	7	07 03 302	ELOUNGOUTOUA	07/12/2015	Pouma	2 500	3 700		
	8	07 03 303	ELOUNGOUTOUA	07/12/2015	Pouma	2 500	7 500		
	9	07 03 304	SOFOCAM	05/08/2016	Massok-Songloulou	1 075	3 000		
	10	07 03 305	SOFOCAM	19/09/2016	Massok-Songloulou	978	3 000		
	11	07 03 310	SOFOCAM	18/01/2017	Pouma/Ngwei	989	3 500		
	12	08 01 222	MOOGEC/ALESTIM7WDE	14/11/2014	Minta	2 326	27 500		
	13	08 01 223	ETS HABAYA CAMEROON	03/042014	Minta	2 376	2 775		
	15	08 01 235	SOFICOM	05/11/2015	Minta	2 485	31 000		
	16	08 03 195	TTC	24/09/2014	Bikok	1 776	12 500		
	17	08 03 196	ENJC	2017	Bikok	1 650	12 122		
	18	08 03 197	TTC	24/09/2014	Akono	2 149	17 000		
	19	08 03 218	BMC	01/10/2014	Deuk	2 500	2 600		
	20	08 03 219	VERA FORESTIERE	21/10/2014	Deuk	2 493	10 500		
	21	08 03 226	OYE COMPAGNIE	03/05/2016	Bikok	2 270	50 010		
	22	08 03 227	ENJC	28/10/2015	Bikok	2 014	3 650		
	23	08 04 212	SMK	08/08/2014	Ngoro	1 258	2 500		

Page 5

	55	1075	00.001 00.002	SEPFCO	15/11/2005	Eseka/Makak/Lolodorf Mvengue/Bipindi/Messondo	59 295	2 100	
	56	1079	09.011	SIBM	24/03/2006	Djoum / Oveng / Sangmelima	30 088	2 500	
	57	1081	09.026 09.027	CUF	21/03/2006	Eholowa Akom 2 Bipindi Lolodorf Kribi	35 103 12 683	5 100 5 100	
	58	1087	11.005	CAFECO	22/11/2006	Eyumodjock	80 800	3 050	
	59	1088	10.005B	STBK	29/12/2006	Yokadouma	37 007	1 275	
	60	1089	11.003 11.004	SEFECCAM	05/12/2006	Eyumodjock / Mamfé / Akwaya	43 844	1 600	

Titres attribués après le 16 décembre 2011

Convention d'exploitation définitive	61	1020	08.003	SMK	21/05/2014	Ngambé Tikar	45 210	1 500	
	62	1029	00.004	SIENCAM	27/11/2013	Nkongsamba Makénéné Tonga Nkondjock Makombé	94 917	2 650	
	63	1033	09.004b	FIPCAM	13/02/2012	Djoum	65 675	2 025	
	64	1039	10.022	SIM	03/04/2012	Yokadouma	35 090	4 500	
	65	1044	10.039	LA FORESTIERE DE MBALMAYO	27/05/2013	Lomié / Abong-Mbang	47 585	2 100	
	66	1057	10 047a	GEC	01/08/2016	Messamena / Somalomo	4 780	5 510	
	67	1063	09 013	SOFOHNY	28/01/2014	Oveng / Mvangane/Sangmelima	42 556	2 255	
	68	1071	10.055 10.043	Sté Ets TONKAM Marcel et Cie	15/12/2014	Dja	89 962	2 100	
	69	1074	10.040	DINO & Fils	17/12/2013	Dja (Mindourou)/ Lomié	79 579	2 100	
	70	1009	10.058	KAKOUANDE	15/02/2013	Batouri / Mbang	57 137	2 000	
	71	1078	09.022	CFK	07/02/2013	Ambam/Ma'an	78 461	3 000	
	72	1084	10.048	SOFOHNY	18/01/2013	Haut-Nyong	66 607	2 100	
	73	1085	10.049 10.050	SBAC	21/05/2014	Haut-Nyong Haut-Nyong	32 675 38 013	2 500 2 500	
	74	1086	11.001	SIENCAM	27/11/2013	Eyumodjock	55 580	1 500	
	75	1090	10.065	LA COTIERE FORESTIERE	29/07/2014	Belabo / Bertoua	97 123	4 250	
	77	1034	09.005b	SOCIB	15/12/2014	Djoum / Mintom	44 698	1 105	
	78	1006	09.021	SCIEB	14/01/2013	Ma'an	41 965	1 500	
	79	1042	10.037	LA ROSIERE	04/02/2013	Haut Nyong	52 186	2 100	
	80	1068	11.002	SEFECCAM	06/12/2012	Manyu	54 807	4 500	

Page 4

Ventes de Coupe

24	08 04 231	MGBATOU	09/07/2014	Ngambé-Tikar	2 318	30 500	
25	08 04 236	LE ZENITH	19/01/2016	Ngambé-Tikar	2 500	52 000	
26	08 08 216	GRUMEX	14/10/2016	Matomb makak bondjock	2 498	42 888	
27	08 08 222	KIEFFER ET CIE	01/10/2015	Dibang	2 200	20 000	
28	08 08 226	ESA	15/12/2015	Eséka	2 300	56 300	
29	08 09 230	EXAF	23/11/2015	Ayos	2 012	2 618	
30	08 09 245	WFC	28/01/2016	Ayos	2 407	35 550	
31	09 01 213	JANABI	19/09/2014	AKOEMAN ZOETELE	2 176	62 500	
32	09 01 219	ESA	23/11/2015	Bengbis	1 777	76 700	
33	09 01 321	SF BOJONGO	2015	Djoum	1 102	3 050	
34	09 01 323	AMOUGOU ABOUI	27/08/2015	Djoum	1 019	5 500	
35	09 01 324	AMOUGOU ABOUI	27/08/2015	Djoum	1 018	6 000	
36	09 01 325	AMOUGOU ABOUI	01/09/2015	Djoum	1 172	5 000	
37	09 01 326	SCNB	10/08/2015	Djoum	850	2 650	
38	09 01 327	SCNB	20/08/2015	Djoum	952	2 825	
39	09 01 333	ETS NICOLE	2015	Djoum	769	12 000	
40	09 01 337	SAFE	2016	Djoum	1 050	2 735	
41	09 01 340	ETS HUGUETTE FORESTIERE	2016	Djoum	1 015	3 000	
42	09 01 341	ETS HUGUETTE FORESTIERE	2016	Djoum	831	3 000	
43	09 01 342	SBAC	2016	Djoum	1 025	2 700	
44	09 01 343	SBAC	2016	Djoum	1 028	2 725	
45	09 01 344	SOBOCA	2016	Djoum	897	2 700	
46	09 01 345	SOBOCA	2016	Djoum	842	2 700	
47	09 01 346	ETS HUGUETTE FORESTIERE	2016	Djoum	831	3 100	
48	09 01 347	ETS NZAMA et FILS	2016	Djoum	967	3 000	
49	09 01 348	ETS HUGUETTE FORESTIERE	2016	Djoum	1 021	3 000	
50	09 01 354	NGO TOUCK	2016	Djoum	1 047	2 750	
51	09 01 360	ECAPRESSE	2016	Meyomessala	890	2 998	
52	09 01 361	Ste Ets TOYLAC Matériel Cie	2016	Meyomessala	1 074	4 103	
53	09 01 362	DINO & Fils	2016	Meyomessala	1 146	3 500	
54	09 01 363	COFA	2016	Meyomessala	935	2 550	
55	09 01 364	COFA	2016	Djoum	1 013	2 550	
56	09 01 365	COFA	2016	Meyomessala	1 078	2 525	
57	09 01 366	JEAB	2016	Meyomessala	1 042	5 000	
58	09 01 367	EXAF	2016	Meyomessala	1 012	5 000	
59	09 01 370	SOFOMAC	2016	Meyomessala	1 005	3 300	
60	09 01 372	SCIFO	2016	Meyomessala	1 059	5 000	
61	09 01 373	SCIFO	2016	Meyomessala	1 058	5 500	
62	09 01 374	SCIFO	2016	Meyomessala	1 077	6 000	
63	09 01 375	SF BOJONGO	2016	Meyomessala	900	2 555	
64	09 01 376	SBAC	2016	Meyomessala	1 049	2 700	
65	09 01 377	SBAC	2016	Meyomessala	964	2 725	

Page 6

Ventes de Coupe

66	09 01 378	NAMBOIS	2016	Meyomessala	961	2 700	
67	09 01 379	NAMBOIS	2016	Meyomessala	997	2 700	
68	09 01 380	ETS HUGUETTE FORESTIERE	2016	Meyomessala	1 106	3 000	
69	09 01 381	SF BOJONGO	26/05/2015	Meyomessala	2 420	35 000	
70	09 02 206	EQUATEBOIS	29/07/2014	Ebolowa I / Efoulan	2 500	57 755	
71	09 02 210	SALI NDJIDA	23/12/2016	Efoulan Akom2 bipindi	1 105	3 750	
72	09 03 232	EQUATEBOIS	29/07/2014	Lokoundjé	2 183	57 755	
73	09 03 301	AMOUGOU ABOUI	27/08/2014	Lokoundjé	1 519	3 000	
74	09 03 302	MMG	15/04/2014	Kribi 1er	1 623	2 798	
75	09 03 306	SBAC	20/03/2014	Kribi 1er	1 920	2 750	
76	09 03 307	BOISCAM	19/03/2014	Kribi 1er	2 224	2 750	
77	09 03 310	AMOUGOU ABOUI	13/05/2014	Kribi 1er	2 000	3 000	
78	09 03 315	SALI NDJIDA	11/09/2014	Lokoundjé	1 042	3 750	
79	09 03 316	SBAC	2015	Lokoundjé	1 085	2 625	
80	09 03 318	NAMBOIS	31/12/2014	Lokoundjé	1 015	6 000	
81	09 03 319	ESA	11/09/2014	Kribi 1er	789	3 000	
82	09 03 322	SEGC	14/10/2014	Kribi 1er	979	29 751	
83	09 03 323	ONGUEDOU	13/01/2015	Campo	592	4 750	
84	09 03 324	AFC	18/02/2015	Campo	612	3 202	
85	09 03 340	BOIDUCAM	24/10/2014	Lokoundjé	1 712	3 000	
86	09 03 341	BOIDUCAM	24/10/2014	Lokoundjé	1 501	3 025	
87	09 03 342	BOIDUCAM	2014	Lokoundjé	1 749	3 000	
88	09 03 343	SALI NDJIDA	09/03/2015	Lokoundjé	921	9 000	
89	09 03 344	SBAC	29/04/2015	Lokoundjé	1 062	2 625	
90	09 03 345	SBAC	29/04/2015	Lokoundjé	1 063	2 650	
91	09 03 347	MMG	09/06/2015	Lokoundjé	1 631	3 500	
92	09 03 348	MMG	09/06/2015	Lokoundjé	1 717	3 500	
93	09 03 349	ETS HUGUETTE FORESTIERE	10/07/2015	Lokoundjé	807	3 000	
94	09 03 350	ESA	19/08/2015	Campo	1 003	3 000	
95	09 03 351	ESA	19/08/2015	Campo	700	3 000	
96	09 03 352	AMOUGOU ABOUI	04/11/2015	Lokoundjé	883	5 000	
97	09 03 353	GOU ESSOMBA	17/09/2015	Lokoundjé	588	15 000	
98	09 03 355	[illegible]	07/12/2015	Lokoundjé	706	17 500	
99	09 03 356	[illegible]	07/12/2015	Lokoundjé	819	17 500	
100	09 03 357	CTSC	2016	Kribi 2	925	5 000	
101	09 03 358	CTSC	2016	Lokoundjé	641	5 000	
102	09 03 401	BOISCAM	23/08/2016	Akom II	1 100	3 650	
103	09 03 402	SONTRAMBOIS	28/08/2016	Akom II	1 100	3 700	
104	09 03 403	SOFOMAC	18/10/2016	Bipindi	891	3 400	
105	09 03 404	SOFOMAC	18/10/2016	Akom2/bipindi	957	3 350	
106	09 04 404	SFAB	16/03/2015	Ma'an	684	3 650	
107	09 04 407	SEGC	01/01/2015	Ma'an	561	4 000	

Page 7

108	09 04 410	SEXTRANSBOIS	23/12/2016	Ma'an	1 062	3 550	
109	10 01 182	ARXOGIEC'AM ESTRAEPRISE	14/11/2014	Moloundou	2 445	12 600	
110	10 01 227	KIEFFER ET CIE	19/10/2015	Yokadouma	2 500	9 800	
111	10 01 228	LE ZENITH	19/01/2016	Yokadouma	2 340	59 000	
112	10 01 234	SOFICOM	05/11/2015	Yokadouma	2 500	8 000	
113	10 01 235	KIEFFER ET CIE	01/10/2015	Yokadouma	2 500	40 000	
114	10 02 226	OYE COMPAGNIE	04/11/2015	Abong-Mbang	2 200	57 550	
115	10 02 227	LA ROSIERE	28/01/2016	Messok	2 167	56 000	
116	10 02 228	BU'MO Sarl	10/12/2015	Doumé	2 000	62 250	
117	10 02 400	ELOUNGOU/TOUA	02/06/2015	Abong-Mbang	1 707	2 650	
118	10 03 208	SFEES	30/07/2014	Nguélebok	2 474	32 650	
119	10 04 301	SFID	13/11/2014	Belabo	1 010	3 000	
120	10 04 302	SFID	13/11/2014	Belabo	965	3 000	
121	10 04 303	SFID	13/11/2014	Belabo	1 351	3 000	
122	10 04 304	SFID	13/11/2014	Belabo	824	3 000	
123	10 04 305	SFID	13/11/2014	Belabo	855	3 000	
124	10 04 306	SFID	13/11/2014	Belabo	1 003	3 000	
125	10 04 307	SFID	13/11/2014	Belabo	801	3 000	
126	10 04 308	SFID	13/11/2014	Belabo	901	3 000	
127	11 02 11	UNIPROVINCE	03/11/2015	Nguti	1 236	7 450	
128	11 02 16	UNIPROVINCE	03/11/2015	Mundemba/Toko	1 220	7 450	
129	11 02 18	KIEFFER ET CIE	23/11/2016	Upper bayang	7 600	2 500	
130	11 02 19	KIEFFER ET CIE	19/10/2015	Toko	2 500	6 100	
131	11 02 24	UNIPROVINCE	2017	Nguti	1 735	6 000	
132	11 06 025	FEEMAM	15/01/2015	Tombel	2 500	28 000	
				TOTAL VENTES DE COUPE	**190 318**		

Le Ministre des Forêts et de la Faune

29 MAI 2017

Nicole Philip Ngwese

Page 8

8.2. Annexe 2 : Listes personnes agrées a la profession

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix –Travail - Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES FORETS

BP 34430
Yaoundé
Tél: 222 23 92 28

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace –Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FORESTRY

LISTE DES ENTREPRISES FORESTIERES AGREEES A LA PROFESSION D'EXPLOITANT FORESTIER EN ACTIVITE

VERSION DU 28.03.2016
6

1.	l'Agence Forestière Camerounaise	AFC	B.P 24078 Dla	073/CAB/PM	18/11/1997
2.	Alpi Pietro et Fils Cameroun	ALPICAM	B.P 2130 Dla	185/CAB/PR	17/08/1978
3.	Sté Bois et Métal du Cameroun Sarl	BMC	B.P 246 Bafsam	100/CAB/PM	01/08/2005
4.	Sté Bois du Cameroun	BODUCAM	B.P 6269 Ydé	167/CAB/PM	18/11/1998
5.	Sté Bois CAM	BOISCAM	B.P 7350 Ydé	131/CAB/PR	31/07/1976
6.	Sté des Bois d'Afrique Centrale	SBAC	B.P 1840 Ydé	86/A/CAB/MINEF/DF	28/09/1995
7.	Cameroon Agriculture & Forestry Exploitation Cie	CAFECO	B.P 81 kumba	174/CAB/PR	23/03/1990
8.	Compagnie forestière du Cameroun	CFC	B.P 5880 Ydé	444/CAB/PR	03/08/1990
9.	Compagnie Forestière de Kribi	CFK	B.P 53 Kribi	009/CAB/PM	15/02/2000
10.	Compagnie Industrielle du bois au Cameroun	CIBC	B.P 3139 Dla	803/CAB/PR	05/12/1988
11.	Compagnie forestière ASSAM	COFA	B.P 14465 Ydé	66/A/CAB/MINEF/DF	25/08/1995
12.	Cameroon United Forest	CUF	B.P 1652 Dla	173/CAB/PR	17/08/1992
13.	sté Edea Technopole services corporation	EDEATECH	B.P 22 Edéa	087/PM	18/03/2009
14.	AMOUGOU ABOUI	EFAA	B.P 248 Mbyo	132/CAB/PR	22/11/1991
15.	Exploitation ENGOULOU ABOUTOU	ESA	B.P 79 N-EBOKO	177/CAB/PR	19/08/1992
16.	Entreprise TONKAM Marcel et Cie	ETMC	B.P 626 Dla	232/CAB/PR	17/11/1992
17.	La Filière Bois S.A	FB	B.P 13840 Ydé	22/CAB/PM	22/03/1994
18.	Sté Fabrique Camerounaise de Parquet	FIPCAM	B.P 7479 Ydé	015/CAB/PM	17/04/2001
19.	Grumes du Cameroun	GRUMCAM	B.P 1959 Dla	16/CAB/PR	08/01/1980
20.	Inter Bois Cameroun	IBC	B.P 3074 dla	1/CAB/PR	06/01/1993
21.	Sté LEFANG Sarl	L.E.F	B.P 7468 Ydé	137/CAB/PM	16/11/1998
22.	Location Réparation Matériel du Génie Civil	LOREMA	B.P 1134 Dla	636/CAB/PR	03/12/1986
23.	MIGUEL KHOURY	MK ou EFMK	B.P 326 Ydé	80/CAB/PM	16/07/1993
24.	NTOUTOUM Jacques Roger	NJR	B.P 226 Kribi	185/CAB/PR	25/08/1992
25.	Sté Placages du Cameroun Sarl	PLACAM	B.P 1686 Dla	004/CAB/PM	06/01/2000
26.	Sté Commerciale et Industrielle et forestière	S.C.I.F.O	B.P 1658 dla	123/CAB/PM	12/11/1998
27.	Sté d'Exploitation des Bois du Cameroun	S.E.B.C	B.P 2064 Dla	127/CAB/PR	24/04/1980

VERSION DU 28.03.2016

1

28.	Sté Forestière et agricole du Cameroun sarl	S.F.A.C	B.P 11236 Ydé	013/CAB/PM	25/11/1999
29.	Sté South Forestry Compagny Sarl	S.F.C	B.P 659 Sgmlima	083/CAB/PM	05/11/1998
30.	Sté Industrielle de Mbang S.A	S.I.M	B.P 5689 Ydé	184/CAB/PM	07/12/1998
31.	Sté Africaine de Bois	SAB	B.P 89 Ydé	107/CAB/PR	28/03/1980
32.	Sté Africaine des Bois du Mbam	SABM	B.P 326 Ydé	33/CAB/PR	20/01/1989
33.	Sté Africaine de Commerce	SACO	BP 3113 Dla	223/A/CAB/MINEF/DF	18/12/1995
34.	Sté Camerounaise de Bois	SCABOIS	B.P 20065 Dla	82/A/CAB/MINEF/DF	27/09/1995
35.	Sté Cam. d'Industrie et d'Exploitation des Bois	SCIEB	B.P 11359 Ydé	648/CAB/PR	21/10/1988
36.	Sté Camerounaise de Négoce de Bois	SCNB	B.P 5344 Dla	181/CAB/PR	20/08/1992
37.	Sté Camerounaise de Transformation de Bois	SCTB	B.P 77 Loum	802/CAB/PR	16/11/1983
38.	Sté d'Exploitation des Bois d'Afrique Centrale	SEBAC	B.P 942 Dla	159/CAB/PR	13/12/1991
39.	Sté d'Exploitation For et Agric du Cameroun	SEFAC	B.P 942 Dla	15/CAB/PR	08/01/1980
40.	Sté d'Exploitation des Grumes	SEGC	B.P 2921 Ydé	119/A/CAB/MINEF/DF	20/10/1995
41.	Sté d'Expl des Produits Forestiers et de Comm	SEPFCO	B.P 6214 Ydé	364/CAB/PR	03/05/1985
42.	Sté d'Exploitation et de Transformation du Bois	SEXTRANSBOIS	B.P 5989 Dla	150/PM	06/11/2006
43.	Sté Forestière ABAH-BARAK	SFAB	B.P 02 Kribi	121/CAB/PM	11/11/1998
44.	Sté Forestière des Commerces et Services	SFCS	B.P 6912 Ydé	160/CAB/PR	13/12/1991
45.	Sté Forestière et Industrielle de la Doumé	SFID	B.P 1343 Dla	501/CAB/PR	03/08/1983
46.	Sté Forestière et Industrielle de la Lokoundjié	SFIL	B.P 1605 Dla	363/CAB/PR	18/12/1974
47.	Sté des Industries de Bois	SIBOIS	B.P 450 Bertoua	249/A/CAB/MINEF/DF	30/01/1996
48.	Sté SCIERIE du Mbam et Kim	SMK	B.P 1775 Dla	022/PM	28/01/2010
49.	Sté Nouvelle des Contreplaqués du Cameroun	SN COCAM	B.P 154 Mbyo	14/CAB/PM	03/03/1994
50.	Sté Bois du Cameroun	SOBOCA	B.P 1897 Dla	116/A/CAB/MINEF/DF	18/10/1995
51.	Sté Camerounaise d'Exploitation Forestière	SOCEF	B.P 7651 Dla	159/CAB/PM	18/11/1998
52.	Sté de Transport et de Negoce	SODETRAN	B.P 4755 Dla	1495/A/CAB/MINEF/DF	22/12/1994
53.	Sté de Financement et de commerce Sarl	SOFICOM	B.P 6866 Ydé	038/CAB/PM	13/11/1997
54.	Sté Forestière du Cameroun Sarl	SOFOCAM	B.P 8571 Dla	060/CAB/PM	02/09/1999

VERSION DU 28.03.2016

2

8.3. Annexe3 : Tableau récapitulatif des coordonnées GPS

X	Y	Alt	Commentaires
592933	277791	45	Bille Azobé NM + souche NM
595934	277784	39	Bille OvengkolNM
593328	278018	18	courson OvengkolNM
593310	278025	16	parc contenant 06 billes NM dont (04 Ovengkol, 01 Padou et 01 Tali
593295	278158	13	souche Ovengkol NM Reflétant un très mauvais abattage et non contrôlé
593364	278262	19	souche de Tali NM
593383	278264	26	souche Tali NM + bille de Tali NM
593476	278445	41	souche Ovengkol NM
593416	278443	11	souche Ovengkol NM
593437	277864	43	souche de Tali NM
593824	277709	31	parc contenant 16 billes marqué à la peinture bleu portant le nom du propriétaire de l'arbre dont (11 Ovengkol, 04 Tali et 01 Azobé)
593846	277686	23	souche Tali NM
593887	277578	23	souche Tali NM
593932	276999	45	Piste forestière
594055	276821	41	parc contenant 01 bille Azobe NM
592813	276725	14	Entrée du chantier
592219	278122	10	Entrée du chantier
592363	278416	26	Parc contenant 06 billes de Tali NM
592226	278461	17	souche de Tali NM + bille de Tali NM
592213	278489	18	souche de Tali NM
592031	279363	14	Engin en pane dans un parc appartenant à MBOULON
592277	279271	41	parc contenant 03 coursons NM dont (02 de Tali et 01 de Pachy)
592585	279322	65	courson de Tali NM
592579	279339	55	Piste de débardage
592615	279324	51	parc contenant 01 bille de Tali NM + 03 coursons de Tali sur une piste de débardage
592665	279394	23	souche + culée de Tali NM
592644	279459	31	souche de Tali NM + bille de Tali NM et non débardé
592664	279478	25	culée de Tali NM
592640	279494	19	piste de débardage
592726	278864	36	parc contenant 05 coursons Ovengkol NM
592640	278821	26	souche Ovengkol NM + houppier
592643	278828	28	souche Ovengkol NM + bille NM avec abattage sous diamètre et non débardé
592661	278802	18	souche de Tali et Ovengkol NM
592637	278774	11	02 souches Ovengkol NM + bille non débardé
592649	278756	14	souche Ovengkol NM
592670	278756	15	culée Ovengkol NM

8.4. Annexe 4 : Tableau récapitulatif des données de cubage

Formule du volume d'une bille : V= 3,14 x (D.moy)^2 x L/4

	D(cm)	D(m)	d(cm)	d(m)	Dmoy(m)	L(m)	VOL(m3)
bille Azobé NM							
B1	95	0,95	65	0,65	0,8	12	6,031872
bille Ovengkol NM							
B1	40	0,4	30	0,3	0,35	9	0,865904
parc contenant 06 billes NM dont 04 Ovengkol, 01 Padou et 01 Tali							
B1	66	0,66	20	0,2	0,43	16	2,32352736
B2	57	0,57	23	0,23	0,4	17	2,136288
B3	70	0,7	36	0,36	0,53	16	3,52990176
B4	205	2,05	160	1,6	1,825	13	34,00634738
B5	67	0,67	35	0,35	0,51	11	2,24710794
B6	66	0,66	50	0,5	0,58	11	2,90629416
		0		0	0		0
TOTAL							47,14947
bille de Tali NM							
	100	1	80	0,8	0,9	4	2,544696
parc contenant 16 billes NM dont 11 Ovengkol, 04 Tali et 01 Azobé							
B1	67	0,67	30	0,3	0,485	30	5,54237145
B2	85	0,85	35	0,35	0,6	28	7,916832
B3	75	0,75	70	0,7	0,725	25	10,32064688
B4	78	0,78	69	0,69	0,735	20	8,4858543
B5	80	0,8	67	0,67	0,735	18	7,63726887
B6	70	0,7	50	0,5	0,6	16	4,523904
B7	85	0,85	67	0,67	0,76	17	7,71199968
B8	90	0,9	70	0,7	0,8	18	9,047808
B9	70	0,7	50	0,5	0,6	18	5,089392
B10	75	0,75	55	0,55	0,65	15	4,9774725
B11	69	0,69	44	0,44	0,565	11	2,757912465
B12	60	0,6	46	0,46	0,53	12	2,64742632
B13	150	1,5	90	0,9	1,2	5	5,65488
B14	90	0,9	60	0,6	0,75	9	3,9760875
B15	110	1,1	100	1	1,05	2	1,731807
B16	230	2,3	160	1,6	1,95	9	26,8783515
		0		0	0		0
TOTAL							114,9
parc contenant 01 bille Azobé NM							
B1	70	0,7	50	0,5	0,6	7	1,979208
Parc contenant 06 billes de Tali NM							
B1	80	0,8	70	0,7	0,75	8	3,5343

B2	75	0,75	70	0,7	0,725	5	2,064129375
B3	105	1,05	90	0,9	0,975	10	7,46620875
B4	80	0,8	60	0,6	0,7	8	3,078768
B5	82	0,82	65	0,65	0,735	9	3,818634435
B6	110	1,1	100	1	1,05	3	2,5977105
		0		0	0		0
TOTAL							22,55975
bille de Tali NM							
B1	140	1,4	110	1,1	1,25	8	9,8175
parc contenant 01 bille de Tali NM + 03 coursons de Tali sur une piste de débardage							
B1	90	0,9	70	0,7	0,8	5	2,51328
bille de Tali NM							
B1	110	1,1	95	0,95	1,025	3	2,475483
bille Ovengkol NM							
B1	40	0,4	28	0,28	0,34	14	1,271091
VOLUME TOTAL DANS LA ZONE							212,11